

# GE\_GERICHTE PS/136/2023 vom 29. Februar 2024

GE Cour de justice, 2024-02-29, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_PS\\_136\\_2023](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_PS_136_2023)

FR: GE\_GERICHTE PS/136/2023 du 29 février 2024

IT: GE\_GERICHTE PS/136/2023 del 29 febbraio 2024

## Regeste

RÉCUSATION;ÉTUDE D'AVOCAT;MINISTÈRE PUBLIC;DÉLAI;CONDUITE DU PROCÈS | CPP.58; CPP.56.letb; CPP.56.letf

## Erwägungen

### E. 1

Partie à la procédure P/1\_\_\_\_\_/2020 en tant que prévenu (art. 104 al. 1 let. a CPP), le requérant a qualité pour agir (art. 58 al. 1 CPP), et la Chambre de céans, siégeant dans la composition de trois juges (art. 127 LOJ), est compétente pour connaître de sa requête, dirigée contre un membre du ministère public (art. 59 al. 1 let. b CPP et 128 al. 2 let. a LOJ).

### E. 2.1

Conformément à l'art. 58 al. 1 CPP, la récusation doit être demandée sans délai, dès que la partie a connaissance du motif de récusation, c'est-à-dire dans les jours qui suivent la connaissance de la cause de récusation, sous peine de déchéance (ATF 140 I 271 consid. 8.4.3 p. 275 et les arrêts cités). En matière pénale, est irrecevable pour cause de tardiveté la demande de récusation déposée trois mois, deux mois ou même vingt jours après avoir pris connaissance du motif de récusation). En revanche, n'est pas tardive la requête formée après une période de six ou sept jours, soit dans les jours qui suivent la connaissance du motif de récusation (arrêt du Tribunal fédéral 1B\_118/2020 du 27 juillet 2020 consid. 3.2 et les arrêts cités). Il incombe à la partie qui se prévaut d'un motif de récusation de rendre vraisemblable qu'elle a agi en temps utile, en particulier eu égard au moment de la découverte de ce motif (arrêt du Tribunal fédéral 1B\_348/2022 du 11 août 2022 consid. 3). Il est en effet contraire aux règles de la bonne foi de garder ce moyen en réserve pour ne l'invoquer qu'en cas d'issue défavorable ou lorsque l'intéressé se serait rendu compte que l'instruction ne suivait pas le cours désiré (ATF 143 V 66 consid. 4.3). Le dies a quo du délai de six à sept jours commence à courir au moment où le demandeur, en faisant preuve de l'attention attendue de lui, a, ou aurait dû avoir, une connaissance suffisante des circonstances donnant lieu à la récusation (arrêt du Tribunal fédéral 1B\_315/2020 du 23 septembre 2020 consid. 4.3.1; M. NIGGLI / M. HEER / H. WIPRÄCHTIGER, Schweizerische Strafprozessordnung / Schweizerische Jugendstrafprozessordnung, Basler Kommentar stopp/JSStPO, 3 ème éd., Bâle 2023, n. 5 ad art. 58).

### E. 2.2

En l'espèce, le requérant, par l'intermédiaire de son conseil, a eu connaissance du fait que B\_\_\_\_\_ instruisait la P/1\_\_\_\_\_/2020 à tout le moins à réception de l'avis d'audience du 3 mai 2023, qui mentionnait expressément que le précité conduirait ladite audience. Or force est de constater que, dans ses requête et réplique, le requérant – à qui il incombe de rendre

vraisemblable le moment de la découverte du motif de récusation – n'explique pas comment il a appris que le Procureur aurait effectué son stage au sein de l'Étude de son précédent conseil. On ne comprend de surcroît pas pourquoi il ne s'est souvenu du précédent emploi du cité que lors de l'audience du 14 décembre 2023, et non pas durant celle antérieure du 23 juin. Ce d'autant que le recourant prétend que le Procureur aurait déployé une activité dans l'une des affaires le concernant. Partant, la requête – formée le 18 décembre 2023 – paraît tardive. Quoi qu'il en soit, la recevabilité de celle-ci peut rester ouverte vu ce qui suit.

### **E. 3.1**

Selon l'art. 56 let. b CPP, toute personne exerçant une fonction au sein d'une autorité pénale est tenue de se récuser lorsqu'elle a agi à un autre titre dans la même cause, en particulier comme membre d'une autorité, conseil juridique d'une partie, expert ou témoin. La notion de "même cause" visée à l'art. 56 let. b CPP s'entend de manière formelle, c'est-à-dire comme la procédure ayant conduit à la décision attaquée ou devant conduire à celle attendue. Elle n'englobe en revanche pas une procédure distincte ou préalable se rapportant à la même affaire au sens large, soit au même ensemble de faits et de droits concernant les mêmes parties. Elle implique ainsi une identité des parties, des procédures et des questions litigieuses (ATF 143 IV 69 consid. 3.1 p. 73).

### **E. 3.2**

À teneur de l'art. 56 let. f CPP, toute personne exerçant une fonction au sein d'une autorité pénale est tenue de se récuser lorsque d'autres motifs, notamment un rapport d'amitié étroit ou d'inimitié avec une partie ou son conseil juridique, sont de nature à la rendre suspecte de prévention. La procédure de récusation a pour but d'écarter un magistrat partial, respectivement d'apparence partielle afin d'assurer un procès équitable à chaque partie (ATF 126 I 68 consid. 3a p. 73; arrêt du Tribunal fédéral 1B\_430/2021 du 22 octobre 2021 consid. 2.3.2). Elle vise notamment à éviter que des circonstances extérieures à la cause ne puissent influencer le jugement en faveur ou au détriment d'une partie. Elle n'impose pas la récusation seulement lorsqu'une prévention effective du magistrat est établie, car une disposition interne de sa part ne peut guère être prouvée. Il suffit que les circonstances donnent l'apparence de la prévention et fassent redouter une activité partielle du magistrat. Seules les circonstances constatées objectivement doivent être prises en considération. Les impressions purement individuelles d'une des parties au procès ne sont pas décisives (ATF 144 I 159 consid. 4.3 p. 162; 143 IV 69 consid. 3.2 p. 74; arrêt 1B\_25/2022 du 18 mai 2022 consid. 2.2). L'impartialité subjective d'un magistrat se présume jusqu'à preuve du contraire (ATF 136 III 605 consid. 3.2.1 p. 608; arrêt du Tribunal fédéral 6B\_621/2011 du 19 décembre 2011). Il y a prévention lorsque le magistrat donne l'apparence que l'issue du litige est d'ores et déjà scellée, sans possibilité de revoir sa position et de reprendre la cause en faisant abstraction de l'opinion précédemment exprimée (arrêt du Tribunal fédéral 1C\_425/2017 du 24 octobre 2017 consid. 3.4). Un seul comportement litigieux peut suffire à démontrer une apparence de prévention, ce qu'il faut apprécier en fonction des circonstances (cf. l'arrêt 1C\_425/2017 précité, consid. 3.3). Le simple fait qu'un magistrat doit traiter le cas d'un ancien employeur ne constitue pas un motif de récusation, à moins que l'ancien employeur continue à exercer sur l'intéressé un ascendant exceptionnel (Y. JEANNERET / A. KUHN / C. PERRIER DEPEURSINGE (éds), Commentaire romand du Code de procédure pénale, Bâle 2019, n. 31 ad art. 56). Cela étant, sous l'angle de l'apparence, il convient d'apprécier la durée des relations professionnelles avec une partie et l'écoulement du temps entre la fin de ces dernières et la reprise d'un dossier. Le cas d'un

procureur ayant repris un dossier seize mois après la fin d'une relation professionnelle de près de cinq ans en qualité de stagiaire, de collaborateur puis d'associé d'une étude d'avocat représentant l'une des parties est de nature à susciter, sous l'angle de l'apparence, un doute légitime de la part de l'autre partie au procès pénal (arrêt du Tribunal fédéral 1B\_20/2014 et 1B\_22/2014 du 24 janvier 2014 consid. 3). Par ailleurs, le fait pour un juge pénal d'avoir été le mandataire d'une des parties seize ans auparavant peut – dans la perspective d'une procédure pénale où la crédibilité des déclarations des protagonistes apparaît comme un élément essentiel – constituer une apparence susceptible de susciter des doutes légitimes quant à son impartialité (arrêt du Tribunal fédéral 1B\_199/2012 du 13 juillet 2012 consid. 5.2). En revanche, la récusation d'un juge présidant une chambre du Tribunal des baux et loyers n'est pas justifiée par le seul motif qu'il a travaillé, quelque quinze ans auparavant, comme avocat d'une association de défense des locataires pour laquelle il avait cessé toute activité et n'avait pu connaître de la cause (ATF 138 I 1 consid. 2.3). De même, le fait pour un procureur d'avoir travaillé deux ans et dix mois dans l'étude du mandataire du prévenu n'est pas suffisant, en l'absence d'éléments concrets, pour retenir l'existence d'un rapport d'amitié justifiant la récusation (arrêt du Tribunal fédéral 1B\_315/2020 du 23 septembre 2020 consid. 5.3.2). La conduite de l'instruction et les décisions à l'issue de celle-ci doivent être contestées par les voies de recours ordinaires (arrêt du Tribunal fédéral 1B\_292/2012 du 13 août 2012 consid. 3.2; ACPR/21/2013 du 16 janvier 2013). La procédure de récusation n'a pas pour objet de permettre aux parties de contester la manière dont est menée l'instruction et de remettre en cause les différentes décisions incidentes prises notamment par la direction de la procédure (ATF 143 IV 69 consid. 3.2; arrêts du Tribunal fédéral 1B\_305/2019 et 1B\_330/2019 du 26 novembre 2019 consid. 3.4.1). 3.3.1. En l'espèce, le requérant estime qu'il existe un motif de récusation au sens de l'art. 56 let. b CPP. Or il ne ressort pas des pièces produites à l'appui de la demande de récusation – et le requérant ne l'étaye nullement – que le cité aurait agi à un autre titre qu'à celui de Procureur dans la présente cause. Qui plus est, la première plainte – ayant donné lieu à l'ouverture de la P/1\_\_\_\_\_/2020 – est postérieure à la fin du stage du cité. Ce grief sera dès lors rejeté. 3.3.2. S'agissant du motif prévu à l'art. 56 let. f CPP, force est de constater que le fait pour le cité d'avoir travaillé 18 mois dans l'Étude où exerce l'ancien conseil du requérant n'est pas suffisant pour retenir l'apparence d'une prévention. Ce d'autant que cinq ans se sont écoulés entre la fin du stage du cité et la reprise de l'instruction de la présente cause. D'ailleurs, comme le requérant n'est plus représenté par M e G\_\_\_\_\_, on ne voit pas en quoi le précédent emploi du cité fonderait un motif de récusation, aucun rapport d'amitié étroit ou d'inimitié entre les parties n'ayant été évoqué. Que le cité ait signé un courrier adressé à la police en excusant l'avocat précité ne signifie pas, en l'absence d'autres indices, qu'il ait déployé une activité substantielle dans des dossiers concernant le requérant et sa tante et, encore moins, qu'il les ai représentés en tant que mandataire. Enfin, rien n'indique que B\_\_\_\_\_ aurait pris connaissance des faits objet de la présente procédure dans le cadre de son stage. 3.3.3. Le requérant semble reprocher au Procureur d'avoir ordonné la disjonction des faits visés par la plainte de sa tante de la présente procédure. Or, il ne peut pas se prévaloir de ce motif pour invoquer une apparence de prévention, la procédure de récusation n'ayant pas pour finalité de contester la manière dont est menée l'instruction, et la disjonction devant être attaquée en temps utile, cas échéant.

#### **E. 4**

Le requérant, qui succombe, supportera les frais de la procédure, fixés en totalité à CHF 900.-. \* \* \* \* \*

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.